

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 26 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAIGLE RECYCLAGE**

La Hellotière  
35133 Luitré-Dompierre

Références : UD/2024-53  
Code AIOT : 0005501447

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement LAIGLE RECYCLAGE implanté LA HELOTTIERE 35133 LUITRE-DOMPIERRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite avait pour but principal de contrôler le respect de la mise en demeure prise le 29 janvier 2023 par Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine. Cette mise en demeure concernait la réalisation de la déclaration en préfecture de l'activité de cisaille ainsi que la réalisation de l'autosurveillance des rejets aqueux de l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAIGLE RECYCLAGE
- LA HELOTTIERE 35133 LUITRE-DOMPIERRE
- Code AIOT : 0005501447
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. Une activité de regroupement de batteries avant transfert est également réalisée sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle suite à mise en demeure
- Traçabilité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Rejet dans l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
7	Stockage déchets d'équipements électriques et électroniques	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R543-186

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Rubriques de classement	Lettre du 27/03/2018	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier
2	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
4	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/
5	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	/
6	Dispositions dans contrat-type éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité par rapport à la mise en demeure du 29/01/23. **La mise en demeure peut être considérée comme respectée.**

Concernant les résultats d'autosurveillance des eaux, ceux-ci mettent en évidence un dépassement sur les matières en suspension dans les eaux rejetées par le site.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique

<b>Référence réglementaire :</b> Mise en demeure du 29/01/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rubrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/09/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence ou non de la cisaille à métaux. Capacité journalière de broyage de 9 t/j.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente inspection, il avait été constaté sur le site la présence d'une cisaille à métaux en état de fonctionnement.  L'Inspection avait considéré que cette activité relevait de la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux) et nécessitait d'être régularisée administrativement. Une mise en demeure a été prise le 29 janvier 2023 afin que l'exploitant régularise sa situation sous 3 mois.  Suite à cette mise en demeure, l'exploitant a procédé à la déclaration de l'activité de cisaille le 24 janvier 2023 pour une capacité journalière maximale de 9t/j.  <b>L'inspection considère que l'article 1 de la mise en demeure du 29 janvier 2023 est respecté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mesures périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/09/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la dernière inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir les résultats de contrôles annuels des rejets d'eau.</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 29 janvier 2023 de procéder à l'analyse des effluents aqueux sous 3 mois.</p> <p>Lors de l'inspection qui a été réalisée en inopinée, l'exploitant n'a pas été à même de présenter les résultats d'analyses. Les résultats en date du 15 juin 2023 ont été transmis par mail à la suite de la visite.</p> <p><b>L'autosurveillance dans les eaux de rejet ayant été réalisée, l'article 2 de la mise en demeure peut être considéré comme respecté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Rejet dans l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limite de rejet dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

(VLE pour rejet dans le milieu naturel)

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

<b>1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</b>	
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

<b>2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)</b>			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr <sup>6+</sup> : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h, i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

**Constats :**

L'exploitant a procédé à l'analyse des eaux sur les paramètres suivants : MEST, DCO, Hydrocarbures, Manganèse, Fer, Aluminium, Cadmium, Chrome total, Cuivre, Indice Phénol, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc.

Les résultats des analyses d'eau mettent en évidence un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) concernant des matières en suspension (MEST) d'une valeur de 143 mg/L pour une VLE de 100mg/L et d'un léger dépassement sur le paramètre hydrocarbure mesure de 10,31 mg/L pour une VLE à 10 mg/L.

Dans sa transmission, l'exploitant indique étudier la raison de ces dépassements afin de proposer une solution efficace et pérenne.

**>Il est demandé à l'exploitant de fournir ces éléments sous 3 mois.**

Par ailleurs, l'exploitant relevant également de l'arrêté du 2 février 1998 au titre de la rubrique 2718.

**> Il convient que l'exploitant s'assure de l'exhaustivité des paramètres contrôlés et du respect des VLE les plus contraignantes pour la prochaine mesure dans les eaux rejetées au regard de cet arrêté.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 4 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Constats :**

L'exploitant remplit Trackdéchets pour la traçabilité des déchets dangereux comme prévu par l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux émis concernent principalement des exports de batteries vers une installation de traitement.

Concernant les bordereaux entrant de déchets dangereux (uniquement batteries), les bordereaux ne sont pas émis par les producteurs de déchets, car il s'agit, pour la très grande majorité, de particuliers.

Les particuliers ne sont pas tenus de réaliser un bordereau lorsqu'ils déposent leur batterie dans un établissement effectuant de la collecte. Il est rappelé que les autres producteurs de déchets (ex garages,...) doivent émettre un bordereau via trackdéchets pour l'acceptation sur le site.

L'inspection fait remarquer que le code déchet qui est utilisé pour l'opération de regroupement sur site est le code R4 alors que le code R13 est plus approprié pour l'opération de regroupement. L'inspection appelle la vigilance de l'exploitant sur le bon usage des codes des opérations de valorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion</p>



budgétaire et comptable publique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a contractualisé avec un éco-organisme pour la récupération des D3E. L'exploitant a fourni le contrat qui le lie à un éco-organisme agréé et qui a pris effet au 1er janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositions dans contrat-type éco-organisme agréé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;</li> <li>-les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;</li> <li>– que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>– les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;</li> <li>– le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.</li> </ul> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels</p>

<p>approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des dispositions prévues devant apparaître dans le contrat ne sont pas reprises dans le contrat présenté, dont une copie a été fournie à l'inspection.</p> <p>La rédaction du contrat relevant de la responsabilité de l'éco-organisme, le contrat présenté fera l'objet d'une transmission au service en charge du sujet au sein de la direction générale de la prévention des risques du Ministère de la Transition écologique et solidaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Stockage déchets d'équipements électriques et électroniques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2014, article R543-186</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage déchets d'équipements électriques et électroniques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés sont entreposés et transportés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'entreposage de déchets de type « gros électroménager froid » (réfrigérateurs et congélateurs) était réalisé à ciel ouvert en partie sur une surface non étanche (à même la terre). Cela concernait une dizaine d'appareils.</p> <p><b>&gt; L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de stockage adaptées pour respecter la prescription ci-dessus.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>